

Pour un climat favorable à l'essor du partenariat euroméditerranéen

Par Lotfi Boumghar

La déclaration de Barcelone a pour objectif d'instaurer un partenariat multidimensionnel qui englobe tant les aspects politique, de sécurité, que les aspects économiques et socio-culturels.

Les différents bilans que l'on peut faire sur les acquis et les insuffisances du partenariat mettent tous en exergue le déficit de réalisation concernant le volet socio-culturel au sujet duquel le manque à réaliser est encore plus patent comparativement aux autres volets de la coopération.

La mise en œuvre du partenariat censé approfondir la connaissance commune et la compréhension mutuelle n'a pu atteindre cet objectif pour des raisons qu'il convient de passer en revue.

Dans ce cadre, il est important de distinguer, d'une manière très nette, entre les causes génératrices et les facteurs amplificateurs de cette situation que l'on ne peut que déplorer :

- pour ce qui est des causes génératrices :

1 – un déficit de connaissance et donc de reconnaissance : la politique très restrictive mise en œuvre par l'UE en matière de délivrance des visas et d'une manière plus générale, dans le domaine de la circulation des personnes, a conduit à une véritable rupture entre les populations du sud et du nord.

Ce fait est d'autant plus grave que ce sont les populations les plus jeunes qui pâtissent le plus cette situation.

L'absence d'échange et de contact alimente les préjugés et nourrit les intolérances.

Les populations au sud comprennent de plus en plus mal et acceptent de moins en moins que le partenariat euroméditerranéen se limite à la mise en place d'un espace où les marchandises et les capitaux circulent librement et non les personnes.

L'attitude de l'Europe en la matière est qualifiée non sans raison comme prédatrice et égocentrique puisque basée sur des stratégies commerciales et mercantiles qui marginalisent la dimension humaine du partenariat.

Pour leur part, certains pays du Sud mettent en œuvre les attitudes restrictives même si ces politiques ne produisent pas au Nord les mêmes effets négatifs en matière de perception.

2 – Une fracture numérique qui introduit une nouvelle forme de discrimination : il est vrai que le fossé qui sépare en matière de développement le nord et le sud a toujours été important.

Ce différentiel s'est encore accentué à l'heure de la révolution numérique qui fait appel à de nouvelles technologies de plus en plus complexes et onéreuses pour les populations majoritairement déshéritées du sud.

Il convient en effet, de ne pas se laisser tromper par la vulgarisation des nouvelles technologies dans les pays du tiers-monde, car cette pseudo-vulgarisation reste l'apanage d'une minorité de nantis et de favorisés.

Pour la majeure partie de la population au sud de la Méditerranée, la difficulté, sinon l'impossibilité d'accéder aux nouvelles formes de progrès est vécue comme une exclusion des plus violentes.

Cette logique d'exclusion va probablement s'accroître davantage à la lumière des perspectives qu'offre la nouvelle révolution vers laquelle le monde semble s'acheminer à travers une option affirmée pour les énergies renouvelables.

Les résultats plus que décevants de la conférence de Copenhague sur le climat montrent que les pays les plus nantis veulent reproduire le schéma de l'inégalité dans l'échange qui a caractérisé les relations entre le Nord et le Sud depuis la révolution industrielle.

- pour ce qui est des causes amplificatrices :

3 – Un discours politique et médiatique qui incite à l'antagonisme : au sud comme au nord, s'est développée une tendance dangereuse visant à jeter l'anathème sur tout ce qui peut symboliser la différence.

Au nord, la classe politique, comme les médias dans leur grande majorité, surfent sur les difficultés économiques, la problématique de l'insécurité pour accuser les populations étrangères notamment celles en provenance des pays musulmans d'être la source de tous les maux, concourant ainsi à l'enracinement du racisme, de la xénophobie et de l'islamophobie.

Dans le même contexte, la classe politique et les médias dans les pays du sud ne sont pas exempts de tout reproche.

En effet, l'occident est dépeint d'une façon globalisante et indiscriminée comme étant une force hostile et prédatrice dans une logique de diversion qui sert souvent à masquer les carences en matière de gouvernance.

La peur et la stigmatisation de l'autre doivent cesser d'être les traits dominants de la relation entre les deux rives de la Méditerranée.

Dans ce contexte, il est désolant de voir la conférence permanente de l'audiovisuel méditerranéen qui est l'organisme regroupant les radios et les télévisions euroméditerranéennes, s'ingénier à trouver des terrains fertiles de coopération sur des questions techniques génératrices de profits et occulter complètement le défi fondamental de la mise en place d'une matrice de programmes communs qui encouragent la reconnaissance mutuelle et font la promotion des vertus de la tolérance et de la modération.

Quand il existe, ce type de programme ne dépasse jamais la sphère de la confidentialité car, ne bénéficiant pas du soutien financier et du réseau de distribution et de diffusion à même de lui assurer une véritable et réelle audience.

Quels sont les écueils qui empêchent les Etats partenaires de mettre en place un fonds commun pour la réalisation de films à large audience sur la question du dialogue culturel et culturel sous des formes attrayantes et captivantes pour le grand public et particulièrement les jeunes ?

Il faut sortir la problématique du dialogue et de la reconnaissance mutuelle du cercle des initiés qui en constitue le cadre depuis des décennies sans résultat notable pour lui permettre de toucher des publics beaucoup plus larges et diversifiés.

4 – Des manuels scolaires et un discours religieux qui accréditent la thèse d'un choc des civilisations : le contenu des manuels scolaires de part et d'autre de la Méditerranée constituent souvent des incitations à la négation de l'autre et au rejet de la différence qui sont pourtant légion.

« L'autre » est souvent synonyme de cupidité, de violence et les exemples qui font une large place à l'antagonisme prennent le dessus sur les nombreux exemples de fraternisation et de convergences entre les civilisations et les religions.

A ce constat se greffe un discours religieux de la même nature qui met en exergue la primauté d'une religion sur une autre accréditant ainsi la thèse de la guerre des religions sur fond d'islamisation rampante pour les uns et d'évangélisation forcée pour les autres.

Cet ensemble de facteurs vient s'ajouter à un environnement international qui lui-même ne favorise pas l'apaisement caractérisé qu'il est par des situations d'iniquité et d'injustice au Proche-Orient notamment mais pas seulement.

Par ailleurs, la thèse insidieuse visant à partager le monde entre une partie occidentale porteuse de lumières et de progrès et une partie orientale source d'obscurantisme et de régression fait malheureusement son chemin chez les uns et les autres.

En occident, cette thèse a provoqué un discours méprisant caractérisé par un réflexe dominateur et hégémonique.

En Orient, cette même thèse a produit un sentiment de culpabilité qui facilement peut se muer en un repli identitaire chez une minorité agissante et en une volonté de renverser l'ordre établi par le recours à la violence.

Le dernier référendum sur l'interdiction des minarets en Suisse, le débat sur l'identité nationale en France mais également les discours marqués du sceau de l'intolérance qui se développent au Sud sont des éléments d'alerte qui doivent constituer une véritable source d'inquiétude.

Le temps est venu de dépasser le stade des regrets et de condamnation en s'attaquant à la matrice idéologique qui ont été les facteurs déclencheurs de ce type de phénomène.

S'il ne fait aucun doute que cette matrice peut être nourrie de part et d'autre de la Méditerranée par un discours culturel et culturel dévoyé, il n'en demeure pas moins qu'elle trouve ici ses sources dans le différentiel de développement qui existe entre le Nord et le Sud de la Méditerranée.

L'image même fautive d'un Nord baignant dans l'opulence face à un Sud vivant dans le dénuement et la paupérisation ne peut conduire qu'à une problématique conflictuelle lourde de conséquences.

Sur ce plan, les différentes initiatives prises dans le cadre du partenariat euroméditerranéen en commençant par les accords d'association jusqu'à la récente initiative de l'Union pour la Méditerranée ne semblent pas répondre à une logique novatrice mais plutôt à des schémas anciens qui ont montré leur limite souvent après avoir englouti des enveloppes financières importantes.

Devant cette situation, quelles perspectives s'ouvrent au partenariat euroméditerranéen ?

La première démarche qui nous semble fondamentale, consiste à s'accorder sur la gravité de la situation comme prélude à une prise de conscience à même de conduire à des prises de décision qui rompent avec les demi mesures du passé.

Une fois cette première étape franchie, une volonté politique concertée et convergente de part et d'autre de la Méditerranée sera nécessaire pour identifier une stratégie commune pour sortir de cette situation d'antagonisme.

Ladite stratégie peut s'articuler autour des actions suivantes comme remède aux vulnérabilités et aux menaces qui minent l'avenir du partenariat euroméditerranéen :

- une politique d'ouverture en matière de circulation des personnes qui favorisera l'échange et conduira à une meilleure connaissance et donc à une reconnaissance mutuelle.

Cette question de la circulation des personnes doit être traitée par le biais de mesures courageuses, réalistes et pragmatiques.

A ce titre, la mise en place dans les pays partenaires de cartes de circulation longue durée au profit des bona-fide (les personnes qui concourent par leur statut et leur action à la concrétisation des objectifs du partenariat) nous semble être une mesure hautement souhaitable.

Une plus grande liberté de circulation est aussi nécessaire dans le sens nord-sud, car les jeunes européens ont besoin de mieux connaître la réalité au sud de la Méditerranée en dehors des seuls circuits touristiques qui véhiculent des images d'Épinal éculées et conventionnelles.

Une attention particulière doit être accordée au renforcement du programme ERASMUS qui doit s'appliquer d'une manière indifférenciée à tout l'espace euroméditerranéen comme il s'applique avec beaucoup de succès dans la sphère européenne.

2 – Les pays partenaires doivent s'entendre sur des lignes directrices communes à intégrer dans les manuels scolaires visant à corriger les fausses perceptions et à améliorer la reconnaissance mutuelle.

Dans une première étape, l'UNESCO nous semble être le cadre idoine pour initier et parachever une telle action dont l'impact dans le futur sera d'une importance capitale.

Par la suite, il serait certainement opportun de créer un organisme euroméditerranéen dédié à cette mission.

3 - Le même esprit de coopération et de solidarité doit marquer l'attitude des partenaires méditerranéens dans le cadre des programmes générés par les nouvelles stratégies en faveur des énergies renouvelables et des technologies numériques.

La timide lueur d'espoir que laisse entrevoir la conférence de Cancun gagnerait à être renforcée par la création dans l'espace euroméditerranéen d'un fonds pour les technologies nouvelles et les énergies renouvelables, dont le principal objectif serait de permettre aux pays du Sud d'intégrer le monde numérique et de réussir leur transition écologique dans des conditions avantageuses.

Un tel fonds qui a une vocation naturelle à s'inscrire dans le cadre de l'UPM avec un financement fondé sur le principe du « pollueur-payeur » sur la base du volume de pollution dont chaque pays de la Méditerranée est responsable.

4 – Trancher le débat sur l'universalité ou la spécificité de certaines valeurs comme la démocratie, les droits de l'homme et la bonne gouvernance on les consacrant comme valeurs fondatrices du partenariat.

Néanmoins, le bon sens plaide pour que les pays qui conduisent un processus de transition démocratique puissent adapter son rythme et ses modalités au regard de l'environnement existant.

L'expérience récente a montré que « la précipitation démocratique » peut être plus dommageable que le manque de démocratie lui-même.

A titre d'illustration, peut-on raisonnablement demander à la Chine d'opérer une transition démocratique au pas de charge sans risquer de conduire à des fractures aux conséquences incalculables ?

L'exemple de l'Inde, plus grande démocratie du monde, est souvent cité comme référence en la matière, sauf que l'on oublie de souligner que la société indienne est d'abord une société de caste où le féodalisme règne en maître.

Il tombe sous le sens de dire que l'objectif démocratique doit toujours rester en ligne de mire mais le partenariat, au lieu d'être un facteur de précipitation, doit œuvrer à réunir les conditions notamment socio-économiques à même de garantir la démocratie dans la stabilité.

La quête démocratique n'est pas une problématique propre aux pays du Sud de la Méditerranée puisque l'évolution des démocraties occidentales au Nord montre que le système démocratique dans ces pays n'est pas à l'abri des menaces et qu'il s'agit de le conforter et de la consolider y compris contre les risques d'exclusion et de marginalisation de larges segments de la société du fait du chômage et de la paupérisation qui rend surréaliste toute participation à la vie politique.

5 – Mettre en œuvre les conditions d'un véritable dialogue qui réunit tous les acteurs de part et d'autre de la Méditerranée y compris ceux qui développent les visions les plus antagonistes comme seule voie pour atténuer les suspicions et instaurer les conditions d'une meilleure compréhension.

En effet, le dialogue tel qu'il a été mené jusqu'à nos jours a revêtu une forme conventionnelle et s'est développé entre des élites au Nord et au Sud qui ont le même référentiel culturel et idéologique, ce qui l'assimile dans ces conditions à un monologue.

Il convient de cesser d'occulter ou de minimiser les antagonismes et les affronter en mettant face à face les acteurs de la société réelle afin de s'attaquer aux problèmes avec courage et détermination.

C'est à une rénovation totale des conditions du dialogue entre les acteurs au Nord et au Sud qu'il convient d'appeler pour permettre « aux contraires » de se rencontrer, de se parler sur la base d'un certain nombre de règles irréfutables comme le rejet de la violence.

Dans ce cadre, la mise en place d'un forum annuel de la confrontation des idées dans le cadre du partenariat euroméditerranéen me semble plus que souhaitable à l'effet de mettre en place les conditions d'un véritable échange sur les véritables défis qui se posent à l'espace euroméditerranéen, défis culturels, défis économiques et défis culturels.

Emprunter cette voie n'est pas un choix aisé, car cela signifie rompre avec le discours lénifiant et rassurant pour s'attaquer de front aux sources d'incompréhension avec pour ambition de se parler d'abord et de dégager des axes de convergence à même de constituer le socle d'un avenir commun.

4 – Les programmes de coopération et d'assistance qu'offre le partenariat euroméditerranéen doivent mettre l'accent sur la réduction de la fracture numérique car, les technologies de la communication et de l'information représentent de nos jours un outil important dans la lutte contre les clichés et les préjugés.

5 – L'adoption par les instances étatiques euroméditerranéennes d'une charte de la tolérance et du respect de la différence qui reconnaît la diversité comme une source d'enrichissement et de consolidation du partenariat.

Sans prendre une forme contraignante qui pourrait être mal perçue par les Etats, un dispositif intégrant une démarche volontariste de présentation d'un rapport annuel sur les mesures prises dans le sens de la charte pourrait être prévu.

Ce dispositif, sans force contraignante, revêtirait néanmoins une portée morale importante que les Etats auraient du mal à ignorer.

Force est de constater que l'environnement économique et socio-culturel dans l'espace euroméditerranéen ne se prête pas encore à l'instauration d'un véritable partenariat.

En effet, il est probable que la charrue ait été mise avant les bœufs, l'attention nécessaire n'ayant pas été accordée à l'instauration d'un climat favorable susceptible de nourrir et d'impulser le partenariat.

Cette contribution a modestement esquissé quelques pistes de réflexion dans ce sens convaincus que nous sommes que l'espace euroméditerranéen se doit d'être un carrefour d'échange et de coopération car, c'est dans cette région que se joue pour une partie non négligeable l'avenir du monde.